



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Représentation permanente  
auprès des Nations unies à Genève

**25<sup>ième</sup> session du Conseil des droits de l'homme**  
**Dialogue interactif avec la Commission d'enquête sur la situation des droits**  
**de l'homme en République populaire démocratique de Corée**  
**Intervention du Luxembourg (17.3.2014)**

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration prononcée par l'Union européenne.

Permettez-moi de remercier les membres de la Commission d'enquête pour l'ensemble de leur travail et de l'action qu'ils ont menés pour enquêter et se documenter sur les violations et les crimes perpétrés en République populaire démocratique de Corée.

Le Luxembourg reste profondément préoccupé par les informations faisant état de violations d'une ampleur inimaginable des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée. Le rapport que vous présentez est profondément accablant : disparitions forcées, détentions arbitraires, exécutions sommaires, usage de la torture, existence de camps de prisonniers politiques et la liste est longue.

Il y est fait état de multiples crimes contre l'humanité qui sont devenus une réalité quotidienne en République démocratique populaire de Corée. Ma délégation formule le vœu que les responsables de ces violations graves et systématiques répondront un jour de leurs actes et rendront des comptes, y compris, les cas échéant, devant la Cour pénale internationale, pour que justice puisse être rendue aux victimes.

Le Luxembourg déplore la non-coopération persistante des autorités nord-coréennes avec les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU depuis plus d'une décennie. Compte tenu de la situation humanitaire dramatique, et notamment de la prévalence de la faim et de la malnutrition au sein de la population, nous appelons urgemment la République populaire démocratique de Corée à garantir l'accès des organisations humanitaires, afin qu'elles puissent effectuer leur travail crucial et venir en aide aux populations en détresse.

Madame, Messieurs les membres de la Commission d'enquête,

Vous pouvez continuer à compter sur le plein soutien du Luxembourg dans l'exercice de votre mandat.